

ÉDITO

Madagascar : une transition sous haute surveillance

Par Grégory Sileny



Grégory Sileny est analyste politique spécialiste de Madagascar et des dynamiques politiques africaines. Il a travaillé auprès d'un ancien chef d'État malgache et a exercé les fonctions de conseiller diplomatique

aux Affaires étrangères à l'Ambassade de Madagascar. Il intervient régulièrement comme analyste politique au sein de l'émission Panel Hebdo sur Global Africa Télésud. Cofondateur de Madagascar Media, il s'attache à décrypter les mutations politiques, institutionnelles et géopolitiques de la Grande Île.

Madagascar connaît depuis plusieurs années une instabilité politique chronique. Malgré une relative stabilité qui n'aura duré qu'à peine dix ans, la présidence sous Andry Rajoelina n'a pas su traverser la crise cyclique à laquelle elle était confrontée, signe de la fragilité du pouvoir et de l'absence notoire d'un État régalién.

La Gen Z, mouvement de contestation issu de la jeunesse malagasy, a obtenu le renversement des autorités malagasy tenues pour responsables de priver la population de l'accès aux besoins les plus primaires, comme l'eau et l'électricité.

L'arrivée de Mickhaël Randrianirina, comme trop souvent serions-nous tentés de le dire, cristallise les attentes autour de mots devenus avec le temps galvaudés : renouveau, espoir, transition... Il semble toutefois que les nouvelles autorités s'y soient préparées et aient œuvré à ne pas répéter les erreurs qui avaient entaché la révolution « orange » de 2009, d'où le choix de marquer du sceau de la refondation la prise de pouvoir officielle du 17 octobre. Une première victoire leur est donc acquise : les révoltes et contestations sociales de la population ne seront pas qualifiées de coup d'État.

Vers un attelage militaire / gouvernement civil sous l'œil de la Gen Z ?

À l'heure de la composition du gouvernement et du Conseil de la Refondation, instance décisionnelle centrale et collégiale, il semble encore



© Rado Rafidinjatovo, Unsplash

trop précoce de connaître la dimension et la portée politique du nouveau pouvoir, dual entre autorité militaire et technocratie civile. Mickhaël Randrianirina s'entoure de quatre hauts conseillers militaires, tandis que le Premier ministre, Herintsalama Rajaonarivelo, issu du monde économique, est chargé de la mise en œuvre des politiques publiques. Cette configuration témoigne d'une volonté de présenter un gage de sécurité à la population et à la communauté internationale.

Cependant, une nouvelle donne vient s'ajouter à l'équilibre du régime avec l'émergence d'un acteur inattendu : la Gen Z. Forte de son rôle moteur dans les dernières contestations qui ont jalonné l'automne malagasy, elle devient un représentant solide de la société civile et, in extenso, de la jeunesse qui représente à elle seule 62,8% de la population malagasy.

Cette jeunesse entend jouer un rôle manifeste afin de ne pas être dépossédée de la contestation sociale dont elle est l'instigatrice et à l'origine de l'éviction du président déchu Andry Rajoelina. Elle

se positionne ainsi comme un baromètre du processus de refondation. Sans son adhésion, la dynamique actuelle pourrait rapidement basculer vers une nouvelle phase de fragilité politique, qui demeure pour le moment une crainte pour le pouvoir en place.

En témoigne le dernier déplacement de Mickhaël Randrianirina à Tuléar, où il a rencontré plusieurs représentants de ce mouvement, tout en adressant des signaux forts aux populations du sud et des zones côtières de Madagascar.

Politique intérieure et défis à venir

À ce stade, la politique intérieure reste incertaine. Le Conseil de la Refondation détient le pouvoir exécutif avec des décisions qui, selon nos sources, outrepassent parfois la primature. Une manière d'agir qui ne dépare pas avec les régimes précédents, symbolisés par une hyperprésidence.

Toutefois, dans un contexte de transition politique, il convient de ne pas laisser apparaître davan-

tage de fractures au sommet de l'État, sous peine d'offrir un mobile de déstabilisation à une autre faction politique ou militaire.

En revanche, il apparaît évident que l'enjeu prioritaire sur lequel sera jugé le colonel Mickhaël Randrianirina demeure la gestion de l'accès à l'eau et à l'électricité. Sans résultats significatifs dans un pays où les coupures peuvent atteindre jusqu'à 22 heures sans électricité, l'ensemble de la population disposera d'un instrument de mesure clair pour apprécier si les actions viennent étayer les discours séduisants des nouvelles autorités.

In fine, la capacité du gouvernement à produire des résultats tangibles dans un délai court sera déterminante pour légitimer la refondation.

« Une nouvelle donne vient s'ajouter à l'équilibre du régime avec l'émergence d'un acteur inattendu : la Gen Z. Forte de son rôle moteur dans les dernières contestations qui ont jalonné l'automne malagasy, elle devient un représentant solide de la société civile et, in extenso, de la jeunesse qui représente à elle seule 62,8 % de la population malagasy. »

Enjeux géopolitiques : vers de nouvelles alliances internationales ?

Sur la scène internationale, la situation malgache attire l'attention de différents acteurs, signe d'une nouvelle dynamique géopolitique. La France a changé de position en se rapprochant de Mickhaël Randrianirina, avec la volonté de maintenir une relation bilatérale à plusieurs égards dans cette quête de refondation.

De son côté, le Conseil de la Refondation ne cesse de montrer une ouverture vers d'autres partenaires, notamment la Russie, avec une première interview de Mickhaël Randrianirina accordée à Sputnik, ou encore la réception remarquée de l'ambassadeur russe à Madagascar, Andrey Andreev, accueilli au palais présidentiel d'Iavoloha.

Si, de prime abord, cela peut être interprété comme une stratégie de diversification des alliances, la Russie ne peut se targuer d'être un nouvel acteur de la scène politique malagasy. Une histoire est partagée entre les deux pays, notamment sous les années Ratsiraka, où le communisme a été déployé sur la Grande Île. Plus récemment encore, la Russie a fait irruption dans la présidentielle malagasy en finançant entre six et neuf candidats, soit un quart des candidatures en 2018.

Mickhaël Randrianirina semble par ailleurs s'inspirer de ses homologues du Sahel dans la rhétorique, en utilisant avec parcimonie un vocabulaire et des idées similaires, comme la volonté de réintroduire une malgachisation au sein du système scolaire.

S'il est encore trop tôt pour savoir s'il s'agit d'un flirt politique inscrit dans une stratégie du Conseil de la Refondation visant à reprendre la main face aux partenaires traditionnels comme la France, ou d'une réelle volonté de rupture diplomatique favorisée par le monde multipolaire, une chose est sûre : dans sa quête de renouveau, Madagascar attire de plus en plus les convoitises internationales, qu'il conviendra de capitaliser dans cette nouvelle ère emplie d'incertitudes.

« Dans sa quête de renouveau, Madagascar attire de plus en plus les convoitises internationales, qu'il conviendra de capitaliser dans cette nouvelle ère emplie d'incertitudes. »

Madagascar est à un tournant critique. Le projet de refondation porté par le général Randrianirina offre une opportunité de renouvellement institutionnel et social, mais il repose sur des équilibres fragiles : cohésion militaire et civile, adhésion de la jeunesse, capacité à produire des résultats tangibles et gestion prudente des alliances internationales.

Si ces conditions sont réunies, la refondation pourrait marquer le début d'une nouvelle ère pour le pays, offrant un véritable socle de développement. À l'inverse, tout déséquilibre pourrait rapidement replonger Madagascar dans une nouvelle phase de déstabilisation, compromettant ses perspectives.

La trajectoire malgache sera donc un indicateur précieux pour mesurer les défis contemporains des transitions politiques face au poids et à l'influence d'une jeunesse qui entend jouer un rôle prégnant dans le jeu démocratique ●



REGARD D'EXPERT

Anatomie d'un plan de paix en 28 points... réduit à 18 (partie 2)

Par **Gustavo de Aristegui**



Homme politique et diplomate espagnol, Gustavo de Aristegui est diplômé de l'Université pontificale de Comillas (ICADE) à Madrid. Il a d'abord exercé le droit (1987-1989), se spécialisant sur les questions d'immigration. Il a ensuite poursuivi une carrière diplomatique dès janvier 1990. D'abord comme chef de service au sein de la Direction générale de la politique étrangère pour l'Europe, puis comme directeur du Proche-Orient à la Direction générale adjointe pour le Moyen-Orient, où il est notamment chargé du suivi de la guerre du Golfe. Après avoir été coordinateur des sanctions contre l'Irak en octobre 1990 à l'OCDE, il est affecté en avril 1991 à l'ambassade d'Espagne en Libye puis en Jordanie en 1993. Il est ambassadeur d'Espagne en Inde à partir de 2012. Entre 1996 et 2008, il poursuit une carrière politique, comme Directeur Général du Cabinet du ministre de l'Intérieur (1996-2000), puis comme député pour le Parti Populaire espagnol (2000-2012).

Dans la première partie de cet article publié la semaine dernière, Gustavo de Aristegui décrit l'ébauche de l'architecture du plan de paix telle que proposée par Trump entre l'Ukraine et la Russie et les réactions des principales parties prenantes à cette initiative, la Russie, l'Ukraine, les États-Unis, l'Europe et l'OTAN. Dans la suite de cet article, il analyse les multiples conséquences de ce plan de paix.

Conséquences militaires, géostratégiques et politiques internes en Ukraine

a) Conséquences militaires et géostratégiques

Un plan qui consolide les gains territoriaux russes aurait plusieurs effets directs :

- **Réduction de la profondeur stratégique** ukrainienne, avec des lignes de front plus proches de métropoles clés et des infrastructures lourdes.
- **Création de nouvelles zones grises** et de lignes de cessez-le-feu difficiles à défendre, offrant à Moscou la possibilité de « jouer » sur la pression militaire à moindre coût.
- **Signal catastrophique** à l'ensemble de l'architecture de sécurité euro-atlantique : la

force brutale, si elle est suffisamment prolongée, finit par payer.

Le résultat serait un conflit gelé armé, pas une paix – une sorte de Transnistrie XXL au cœur du continent.

b) Conséquences politiques internes : Zelensky peut-il être renversé ?

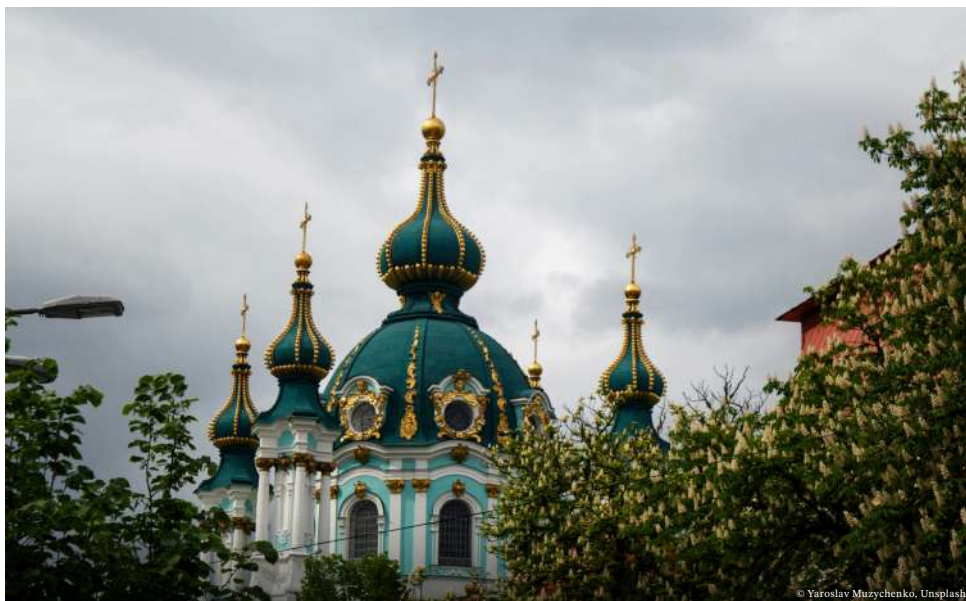
La société ukrainienne a payé un prix humain terrible pour résister. Dans ce contexte, plusieurs dynamiques sont possibles :

- **Risque de fracture entre front et arrière :** les forces combattantes pourraient considérer qu'on leur « vole » la victoire morale acquise au prix du sang. Par ailleurs, une nouvelle génération de commandants et de vétérans, très respectés, pourrait entrer en politique – avec un discours très dur envers toute concession.

- **Résurgence des forces pro-russes ?** Les anciens réseaux pro-russes sont discrédités, voire interdits, depuis 2014. Il serait illusoire d'imaginer un retour pur et simple du Parti

des Régions. Mais Moscou excelle dans l'art de recycler des relais sous des habits neufs : mouvements « pour la paix », ONG pseudo-humanitaires, partis populistes accusant le pouvoir de corruption et de « guerre éternelle ». Oui, la Russie tentera de corrompre et de coopter élus, fonctionnaires, juges, chefs d'entreprise – comme elle l'a fait en Ukraine avant 2014 et dans plusieurs États membres de l'UE. Mais l'épreuve de la guerre a aussi créé un nationalisme civique ukrainien d'une puissance inédite, qui rendra politiquement toxique toute compromission trop visible.

- **Stabilité sociale :** le spectre de la fatigue et de la colère. Une paix perçue comme injuste pourrait provoquer des manifestations de masse contre toute signature jugée humiliante, des fractures internes au camp pro-occidental, entre partisans du « moindre mal » et défenseurs de l'intégrité totale, ou encore une montée de formations plus radicales, qui pourrait inquiéter les capitales occidentales. L'Occident doit comprendre que forcer Kyiv



© Yaroslav Muzychenko, Unsplash



à accepter un mauvais accord, c'est prendre le risque de fragiliser un partenaire clé et de créer une nouvelle « légende du coup de poignard dans le dos » dont Moscou exploiterait chaque fragment.

Conséquences économiques : reconstruction ou pauvreté chronique ?

L'Ukraine a déjà perdu des années de PIB, une partie de ses infrastructures lourdes, une fraction de sa population active et une portion significative de ses capacités énergétiques. Même avec un cessez-le-feu, le pays fait face à quatre défis majeurs :

- **Financement de la reconstruction** : les discussions actuelles évoquent l'utilisation partielle des actifs russes gelés, des prêts concessionnels du FMI et de la Banque mondiale, ainsi que de nouveaux fonds de l'UE et des États-Unis, mais les montants promis sont encore loin des besoins estimés, souvent chiffrés en centaines de milliards de dollars.
- **Risque de « protectorat économique dépendant »** : si la gouvernance du fonds de reconstruction donne un poids disproportionné à Washington – via des accords miniers ou des concessions sur les terres rares, par exemple –, l'Ukraine pourrait se retrouver coincée entre dépendance économique et fragilité politique.
- **Pauvreté et précarité durables** : une paix bancale, assortie d'un effort de reconstruction insuffisant, pourrait entraîner une pauvreté chronique, l'exode continu des talents et une frustration sociale explosive.
- **Fatigue des bailleurs occidentaux** : dans plusieurs capitales occidentales, la lassitude budgétaire est visible. C'est pourquoi il serait suicidaire de coupler grandes concessions politiques et demi-mesures économiques : on paierait le coût politique d'une paix injuste sans offrir à l'Ukraine les moyens de se relever.

Conséquences géopolitiques pour l'Europe et le reste du monde

Un plan qui bénirait de facto l'acquisition de territoires par la force enverrait trois messages dévastateurs :

- **À Moscou** : la méthode fonctionne. Une fois reconstituées, les forces russes pourraient être tentées de tester la résilience de la Moldavie, de la Géorgie et de pousser plus loin la pression hybride sur les pays baltes et la Pologne.
- **À Pékin** : fenêtre d'opportunité. Si l'Occident montre qu'il accepte un révisionnisme territorial en Europe, il devient beaucoup plus difficile de le dissuader d'acter un fait accompli à Taïwan ou d'accroître l'agressivité en mer de Chine méridionale vis-à-vis des Philippines, du Vietnam ou du Japon. Les stratégies chinoises observent attentivement la capacité de l'Occident à défendre ses lignes rouges.
- **Aux puissances moyennes** : retour du cynisme intégral. Pourquoi respecter les frontières, les traités et les résolutions de l'ONU, si une guerre suffisamment longue finit par être récompensée ? La Résolution ES-11/7 de l'Assemblée générale, qui fixe les principes d'une « paix juste et durable », risque de devenir un simple texte symbolique si l'accord final en Ukraine l'ignore largement. Par ailleurs, l'Europe, déjà fragilisée par sa dépendance énergétique passée et par son retard technologique, risquerait de devenir une périphérie stratégique, condamnée à surarmer ses frontières orientales tout en perdant la bataille de la crédibilité normative.

Quelles alternatives viables au plan actuel ?

Il ne suffit pas de dire « non » à un mauvais plan ; il faut esquisser un meilleur cadre, politiquement défendable et stratégiquement solide. Plusieurs pistes existent :

- **Refuser toute reconnaissance définitive des annexions**. On peut geler temporairement

la question du statut final de certains territoires, mais sans reconnaissance juridique, et avec un mécanisme clair de révision future.

- **Combiner cessez-le-feu** et réarmement contrôlé de l'Ukraine. Au lieu de plafonner son armée à un niveau dicté par Moscou, il faut permettre à Kyiv de disposer d'une capacité de dissuasion crédible, encadrée par des standards OTAN et par des contrôles mutuels.
- **Garanties de sécurité sérieuses**, pas des vœux pieux. La promesse vague de « garanties robustes » ne suffit pas. Il faut un mécanisme explicite de défense collective, impliquant au minimum un groupe d'États clés (États-Unis, Royaume-Uni, France, Pologne, pays baltes), avec des engagements juridiquement contraignants.
- **Reconstruction** : un « Plan Marshall » 2.0 adossé aux actifs russes. L'essentiel de l'effort financier doit provenir de la combinaison des avoirs russes gelés et d'une contribution structurée du G7 et de l'UE, avec une gouvernance équilibrée où l'Ukraine reste co-décisionnaire.
- **Intégration européenne** et euro-atlantique progressive. Fixer une trajectoire claire d'adhésion à l'UE et, à terme, à l'OTAN, conditionnée à des réformes mais non bloquée par un veto de Moscou. Laisser la Russie décider de la « ligne rouge » sur les adhésions reviendrait à institutionnaliser son droit de regard sur la souveraineté de ses voisins.

Conclusions analytiques

1. **Le plan de 28 points**, tel qu'il a été conçu, a été trop fortement marqué par l'empreinte russe ; la réduction à 18–19 dispositions corrige certains excès, mais laisse intacte la logique dangereuse de « territoires contre paix ».
2. **Kyiv se trouve dans une position politiquement intenable** : accepter des concessions territoriales majeures reviendrait à miner sa propre légitimité intérieure et à ouvrir la voie à des recompositions politiques

potentiellement explosives, où vétérans, nouveaux partis radicaux et réseaux d'influence russes se disputeraient le terrain.

3. Sur le plan militaire, une telle paix figerait un rapport de forces défavorable, créerait une frontière instable et offrirait à Moscou un tremplin pour de futures agressions hybrides contre l'Ukraine, la Moldavie, la Géorgie et, à terme, certains États de l'OTAN.

4. Économiquement, une reconstruction mal financée, mal gouvernée et trop dépendante de la bonne volonté conjoncturelle des bailleurs occidentaux condamnerait l'Ukraine à la pauvreté chronique, à l'exode et à la dépendance.

5. Géopolitiquement, un accord qui semble récompenser l'agression ouvrirait un boulevard aux révisionnismes de toutes sortes, de Moscou à Pékin, et discréditerait la prétention de l'Occident à défendre un ordre fondé sur le droit plutôt que sur la force.

6. La seule issue responsable est de transformer ce plan – aujourd'hui bancal – en un cadre de négociation qui refuse la reconnaissance définitive des annexions, donne à l'Ukraine de vraies garanties de sécurité et de réelles capacités militaires, mobilise un effort massif et durable de reconstruction financé en grande partie par les actifs russes, et inscrit clairement le pays dans une trajectoire d'intégration européenne et euro-atlantique.

« À Kyiv, à Bruxelles et à Washington de décider si ce plan de paix sera l'armistice d'une nouvelle ère de sécurité, ou le Munich de notre génération. »

Comme le note un analyste européen, « si l'Europe laisse passer ce moment, ce n'est pas l'Ukraine seule qu'elle abandonne, c'est sa propre idée d'elle-même ». L'histoire retiendra moins la beauté juridique des textes que la clarté des lignes rouges. À Kyiv, à Bruxelles et à Washington de décider si ce plan de paix sera l'armistice d'une nouvelle ère de sécurité, ou le Munich de notre génération ●

REGARD D'EXPERT

Cristiano Ronaldo, nouvel acteur de la diplomatie numérique

Par Evan Tanguy



Diplômé d'un Master Communication et Pouvoir et d'une licence de Science politique à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, Evan Tanguy s'est spécialisé dans les enjeux de communication, de médias et de politique liés au sport. Il a notamment approfondi ces thématiques lors d'un semestre à l'Université Laval, au Canada, consacré à l'étude des pratiques médiatiques contemporaines. Son expertise en communication digitale s'est développée à travers plusieurs expériences, dont un stage au Red Star au pôle social media et un mémoire portant sur les chants homophobes dans les stades de football français, analysés comme une problématique politique où la communication entre supporters et décideurs était l'un des enjeux. Après six mois au sein d'un cabinet de conseil dédié aux politiques du sport institutionnel, il poursuit aujourd'hui son parcours à l'agence Antidox, où il travaille sur des enjeux de communication numérique et d'opinion.

Muhammad Ali était un habitué de ce genre de rencontres. En 2005, il recevait des mains de George W. Bush la Médaille présidentielle de la Liberté à la Maison Blanche. Michael Jordan vécut le même moment, en 2016, honoré par Barack Obama pour une carrière extraordinaire, devenue symbole national. En France, nous sommes aussi habitués à ces scènes où un pays, à travers son ou ses représentants, célèbre ses héros sportifs.

Ces rencontres partagent toutes une même logique. Un chef d'État reçoit l'un des siens, au nom d'une réussite sportive qui incarne la fierté nationale. Le sport devient alors un étendard patriotique, une de ces victoires symboliques qui rassemble.

Le 18 novembre dernier, la Maison Blanche a de nouveau accueilli l'un des meilleurs sportifs de l'histoire, le footballeur portugais Cristiano Ronaldo.

Mais ce rendez-vous s'écarte radicalement de cette tradition entre sportifs et politiques.

Organisé en l'honneur du prince héritier saoudien Mohammed ben Salmane, le dîner rassemblait dirigeants économiques, personnalités de la tech et représentants saoudiens. C'est dans ce cadre que Cristiano Ronaldo était invité. Depuis son arrivée en Arabie saoudite en 2023, le Portugais est devenu une véritable vitrine du royaume : campagnes touristiques, publications mettant en scène les célébrations nationales, participation aux grands événements sportifs accueillis par le pays. Il s'est imposé comme un instrument d'influence, un relais central du soft power saoudien.

C'est d'abord ce contexte qui a rendu la rencontre entre ce sportif et Donald Trump inédite : voir un footballeur portugais, promu figure de



© David Everett Strickler, Unsplash

proue du soft power saoudien, occuper le coeur de la Maison Blanche aux côtés du président américain et de nombreuses figures de l'entrepreneuriat américain comme Elon Musk et Tim Cook.

Malgré la présence de ces poids lourds américains, celui qui porte l'acronyme le plus reconnu au monde, CR7, n'a pas été un invité de second plan. Au contraire, la communication sur cet événement a fait de lui l'un des personnages principaux de cette rencontre.

Une rencontre dans le Bureau ovale, un dîner où Cristiano Ronaldo fut explicitement cité par Donald Trump, une visite guidée de la Maison-Blanche aux côtés de sa compagne Georgina Rodriguez, elle-même désormais figure de la communication saoudienne, et enfin une avalanche de contenus : photos, vidéos, vidéo développée par l'IA. Les comptes officiels de Donald Trump, de la Maison Blanche et de Cristiano Ronaldo ont inondé simultanément l'ensemble de leurs réseaux sociaux.

Parmi ces publications, une vidéo du compte Instagram de la Maison-Blanche montrant Trump, Ronaldo et Georgina Rodriguez se promenant,

accompagnée d'un commentaire : « Two GOATs », reprenant ici l'un des codes des débats sportifs en ligne sur « le plus grand de tous les temps ». Voir cette rhétorique utilisée par une institution politique américaine révèle autant la volonté d'inscrire Trump dans une communication numérique contemporaine que celle de présenter Ronaldo comme une figure d'exception mise sur un pied d'égalité avec le président.

Cette surabondance de contenus interroge la nature réelle de la rencontre. Tout semble pensé pour le numérique : maximiser la visibilité et donc, occuper l'espace médiatique. Le sportif, comme athlète, importe finalement moins que l'audience qu'il génère. À ce titre, aucun contenu diffusé par la Maison Blanche, par Trump ou par Ronaldo ne montre la moindre prise de parole du joueur. La rencontre tourne surtout à la mise en scène avec comme enjeu, la présence visuelle du footballeur.

Dans ce cadre, Ronaldo n'est plus seulement un joueur, et encore moins célébré pour une performance récente, lui qui évolue aujourd'hui dans un championnat à la portée sportive limitée. Il devient

surtout une puissance médiatique, capable de capter et d'orienter des audiences globales. Avec plus d'un demi-milliard d'abonnés sur Instagram, son influence dépasse celle de nombreux dirigeants. L'analyse de Joseph Nye sur le soft power éclaire parfaitement la situation : l'attraction devient une ressource stratégique, parfois plus efficace que la contrainte. Ronaldo incarne cela, une puissance d'influence amplifiée par les réseaux sociaux.

Trump ne rencontre pas un sportif, mais une puissance médiatique. Le sport n'est plus (du tout ?) la raison de l'échange, c'est l'audience hors norme de CR7 qui crée l'intérêt politique.

Cette rencontre redéfinit plus largement ce que devient un ambassadeur sportif, ramenant la notion d'influenceur sur le devant de la scène. Ronaldo devient une arme de soft power algorithmique, dont l'efficacité repose moins sur ses résultats que sur ses performances numériques. Dans le monde de la diplomatie de l'influence, la légitimité du footballeur portugais ne se mesure plus en trophées, mais en domination de l'espace digital ●



À propos de nous



Xavier DESMAISON
CEO

x.desmaison@antidox.fr

Antidox est un cabinet de conseil en stratégie de communication et d'opinion à forte dominante digitale. Antidox positionne les dirigeants au cœur des débats d'idées et connecte les organisations à leur écosystème : des décideurs aux influenceurs, des consommateurs aux collaborateurs.



Alexandre MEDVEDOWSKY
Président du Directoire

alexandrem@eslrvivington.com

ESL Rivington (Groupe ADIT) s'est imposé comme l'un des leaders français et européens de l'accompagnement stratégique des dirigeants d'entreprise, de l'intelligence économique, de l'influence, de la diplomatie d'affaires et des affaires publiques. ESL Rivington conseille aujourd'hui les plus grandes entreprises françaises et les accompagne dans leurs décisions stratégiques, en France comme à l'international. Le Groupe conseille également des États et gouvernements.